



Centre Hospitalier Régional et Universitaire de Tours

Direction du Patrimoine, du Biomédical et des Services Techniques

37044 Tours Cedex 9

<http://www.chu-tours.fr>



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Marché passé selon une procédure adaptée

(Articles R2123-1 à R2123-7 du code de la commande publique)

Date limite de remise des plis : **le 16/03/2026 à 12 heures.**

Restructuration et réaménagement de l'aile centrale du bâtiment A et l'aile sud du bâtiment B du Centre Hospitalier Louis Sevestre

procédure 2026-CHLS-STRAV-023



Ce marché comporte une clause environnementale

RC	Procédure n°2026-CHLS-STRAV-023	Page 1/15
----	---------------------------------	-----------

SOMMAIRE

I- IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC	3
Représentant du pouvoir adjudicateur	3
II- CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ	4
Article 1. Objet du marché	4
Article 2. Description du marché	4
2.1 Type de marché	4
2.2 Procédure de passation	4
2.3 Forme du marché	4
2.4 Classification CPV	4
2.5. Décomposition en lots	5
2.6. Décomposition en tranches	5
Article 3. Durée du marché	5
III- MODALITES DE LA CONSULTATION	5
Article 4. dossier de consultation (DCE)	5
4.1. Contenu du dossier de consultation	5
4.2. Obtention du dossier de consultation	8
4.3. Modification du dossier de consultation	8
4.4. Questions et renseignements	8
Article 5. Date et heure de réception des plis	8
Article 6. Délai de validité des offres	9
Article 7. conditions de la consultation	9
7.1. Langue et unité monétaire	9
7.2. Dispositions relatives à la co-traitance	9
Article 9 – Présentation des candidatures et des offres	9
9.1. Documents relatifs à la candidature	9
9.2. Documents relatifs à l'offre	10
9.3. Visite	10
9.4. Présentation des variantes	11
9.5 Prestations Supplémentaires Éventuelles	11
Article 10 – Conditions de remise des plis	11
10.1. Transmission électronique	11
10.2. Copie de sauvegarde	11
IV- EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	12
Article 11. Sélection des candidatures	12
Article 12. Examen des offres	12
12.1 Critères d'analyse	12
12.2 Classement des offres	12
12.3 Négociation des offres	13
V- ATTRIBUTION DES MARCHES ET NOTIFICATION	13
Article 13 - Attribution	13
13.1. Attribution	13
13.2. Notification	13
Article 14. Certificat de signature électronique	13
Article 15 Re-matérialisation des documents électroniques	14
Article 16. Procédures de recours	15

RESTRUCTURATION ET REAMENAGEMENT DE L'AILE CENTRALE DU BATIMENT A ET L'AILE SUD DU BATIMENT B DU CENTRE HOSPITALIER LOUIS SEVESTRE

I- IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC

REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Nom du pouvoir adjudicateur : Centre Hospitalier Régional Universitaire de Tours
Représentant du pouvoir adjudicateur : Madame la Directrice Générale du CHRU de Tours
Adresse : 37044 TOURS Cedex 9
Adresse internet : <http://www.chu-tours.fr>
Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Référent administratif du dossier :

Adresse : Mme MOREAU Stéphanie
CHRU de Tours
Direction du Patrimoine, du Biomédical et des Services Techniques
37044 TOURS Cedex 9
Téléphone : 02 47 47 39 78
Courrier électronique : s.moreau@chu-tours.fr

Référentes techniques du dossier :

Mme GOUPIL Emmanuelle
CHRU de Tours
Direction du Patrimoine, du Biomédical et des Services Techniques
02 47 47 78 14
e.goupil@chu-tours.fr

Mme MADRID Victoria
CHRU de Tours
Direction du Patrimoine, du Biomédical et des Services Techniques
02 47 47 47 15
v.madrid.raulot@chu-tours.fr

Maitre d'ouvrage

Centre Hospitalier Louis Sevestre

Maitre d'œuvre :

Direction du Patrimoine, du Biomédical et des Services Techniques du CHRU de Tours

Contrôleur Technique :

BTP Consultant

Coordinateur SPS :

BTP Consultant

Coordinateur SSI :

OMNIA

II- CARACTERISTIQUES DU MARCHE

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE

Le présent marché consiste en la restructuration et le réaménagement de l'aile centrale du bâtiment A et l'aile sud du bâtiment B du Centre Hospitalier Louis Sevestre (CHLS) concernant les lots techniques suivants :

- Lot n°4 : Plomberie – Chauffage - Ventilation
- Lot n°9 : Electricité

Une partie des travaux de l'opération est réalisée avec les entreprises titulaires des marchés « travaux d'aménagement courant » soit :

- Lot n°1 : Démolition – Maçonnerie – Gros Œuvre
- Lot n°2 : Plâtrerie – Isolation – Faux Plafonds
- Lot n°5 : Menuiserie Bois
- Lot n°6 : Métallerie – Serrurerie – Stores – Fermetures
- Lot n°7 : Revêtements de sols souples – Carrelage – Faïences
- Lot n°8 : Peinture – Revêtements muraux

ARTICLE 2. DESCRIPTION DU MARCHE

2.1 Type de marché

Marché de fournitures : <input type="checkbox"/>	Marché de services : <input type="checkbox"/>	Marché de travaux : <input checked="" type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Achat <input type="checkbox"/> Autre :	Catégorie de service :	<input checked="" type="checkbox"/> Exécution <input type="checkbox"/> Conception réalisation

2.2 Procédure de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée. Elle est soumise aux dispositions des articles R2123-1 à R2123-7 du code de la commande publique.

2.3 Forme du marché

Les présents marchés sont des marchés uniques

2.4 Classification CPV

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est le code :

- 45311200-2 Travaux d'installations électriques.
- 45331000-6 Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation.
- 45330000-9 Travaux de plomberie.

RC	Procédure n°2026-CHLS-STRAV-023	Page 4/15
----	---------------------------------	-----------

2.5. Décomposition en lots

La présente consultation comporte 2 lots :

N° de lot	Intitulé
4	Plomberie – Chauffage - Ventilation
9	Electricité

Chaque lot donnera lieu à la conclusion d'un marché. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de regrouper l'ensemble des lots attribués à un même soumissionnaire dans le cadre d'un marché unique.

Le soumissionnaire peut présenter une offre pour un, plusieurs, ou la totalité des lots.

2.6. Décomposition en tranches

Le marché est décomposé en tranche désignées dans le tableau ci-dessous.

Tranche	Prestations concernées	Date d'affermissement maximum
Tranche ferme (TF)	Aile centrale du bâtiment A + désenfumage du bâtiment B	A la notification des marchés
Tranche optionnelle 1 (TO1)	Aile sud du bâtiment B (hors désenfumage)	Dans les 10 mois suivant la notification du démarrage des travaux

ARTICLE 3. DUREE DU MARCHE

La durée d'exécution du marché est fixée au CCAP.

III- MODALITES DE LA CONSULTATION

ARTICLE 4. DOSSIER DE CONSULTATION (DCE)

4.1. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
 - 1- Les descriptifs des travaux soient :
 - Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) lot n°4 et lot 9 et les annexes
 - Annexe 1 – lot n°4 - Liste d'équipements/matériels à poser fournie par le CHLS

RC	Procédure n°2026-CHLS-STRAV-023	Page 5/15
----	---------------------------------	-----------

- Annexe 2 – lot n°9 - Liste d'équipements/matériels à poser à fournir par le CHLS
 - Annexe 3 – lot n°4 – Fiches techniques des d'équipements/matériels
 - Annexe 4 – lot n°9 – Fiches techniques des d'équipements/matériels
 - Les descriptifs des travaux des lots n°1, 2, 5, 6, 7 et 8 du TAC
- 2- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire pour chaque lot
 - 3- Le rapport initial de contrôle technique (RICT) : fourni ultérieurement
 - 4- Le Cahier des Charges Fonctionnel SSI : fourni ultérieurement
 - 5- Le Plan Général de Coordination (PGC) : fourni ultérieurement
 - 6- Les plans

01 Etat Existant :

- EDL00 Plan Masse-Transfo
- EDL01 Plan niveau 00 - Général + Repérage des armoires électriques
- EDL02 Plan niveau 01 - Général + Repérage des armoires électriques
- EDL03 Plan des combles - Général + Repérage des armoires électriques
- EDL04 Plan niveaux -1 & -2 - Général + Repérage des armoires électriques
- EDL05 Plan niveau -1 - Local Transformateur

02 Démolitions :

- DEM01_A Plan niveau 00 bâtiment A
- DEM02 Plan niveau 01 bâtiment A
- DEM03 Plan des combles bâtiment A
- DEM04_A Plan niveau 00 bâtiment A & B
- DEM05 Plan niveau 01 bâtiment B
- DEM06_A Plan niveau -1 bâtiment B
- DEM07_A Plan niveau -2 bâtiment B
- DEM08 Plan de façade Nord bâtiment A
- DEM08 Plan de façade Sud bâtiment A

03 Projet :

- ARC00 Plan d'Installation de chantier
- ARC01_A Plan niveau 00 bâtiment A
- ARC02_A Plan niveau 00 Tertiaire Ferrant bâtiment A
- ARC03_A Plan niveau 01 Bâtiment A
- ARC04 Plan des combles bâtiment A
- ARC05_A Plan niveau 00 bâtiment B
- ARC06 Plan niveau 01 bâtiment B
- ARC07 Plan niveau -1 bâtiment B
- ARC08_A Plan niveau -2 bâtiment B
- ARC09-1 Coupe A longitudinale bâtiment A
- ARC09-2 Coupe B Transversale bâtiment A
- ARC09-3 Coupe C bâtiment Espace Ferrant bureaux
- ARC10 Plan niveau 00 revêtement sols bâtiments A & B
- ARC11_A Plan niveau 00 revêtement murs bâtiments A & B
- ARC12 Plan niveau 00 revêtement plafonds bâtiments A & B
- ARC13 Plan niveau 01 revêtement sols bâtiments A & B
- ARC14_A Plan niveau 01 revêtement murs bâtiments A & B
- ARC15 Plan niveau 01 revêtement plafonds bâtiments A & B
- ARC16 Plan niveau -1 et -2 revêtement sols bâtiment B

RC	Procédure n°2026-CHLS-STRAV-023	Page 6/15
----	---------------------------------	-----------

- ARC17_A Plan niveau -1 et -2 revêtement murs bâtiment B
- ARC18 Plan niveau -1 et -2 revêtement plafonds bâtiment B
- ARC19 Façade NORD bâtiment A
- ARC20 Façade SUD bâtiment A

04 Electricité CFO/CFA:

- ELE00 Synoptique CFO
- ELE01_A Plan de principe Bâtiment A niveau 00
- ELE02_A Plan de principe Bâtiment A niveau 01
- ELE03 Plan de principe Bâtiment A niveau combles
- ELE04_A Plan de principe Bâtiment A & B niveau 00
- ELE05 Plan de principe Bâtiment B niveau 01
- ELE06 Plan de principe Bâtiment B niveaux -1 & -2

05 CVC :

- CVC00 Schéma de principe Hydraulique existant
- CVC01_A Plan de principe Bâtiment A niveau 00
- CVC02_A Plan de principe Bâtiment A niveau 01
- CVC03_A Plan de principe Bâtiment A & B niveau 00
- CVC04_A Plan de principe Bâtiment B niveau 01
- CVC05_A Plan de principe Bâtiment B niveaux -1 & -2

06 Plomberie sanitaire :

- PLB00 Schéma de principe Bâtiment B
- PLB01_A Plan de principe Bâtiment A niveau 00
- PLB02 Plan de principe Bâtiment A niveau 01
- PLB03 Plan de principe Bâtiment A & B niveau 00
- PLB04 Plan de principe Bâtiment B niveau 01
- PLB05_A Plan de principe Bâtiment B niveaux -1 & -2
- PLB06 Plan de principe Toiture Bâtiment B

07 Désenfumage :

- DES01 Plan de principe Bâtiment A niveau 00
- DES02 Plan de principe Bâtiment A niveau 01
- DES03 Plan de principe Bâtiment A niveau combles
- DES04 Plan de principe Bâtiment B niveau 00
- DES05 Plan de principe Bâtiment B niveau 01
- DES06 Plan de principe Bâtiment B niveaux -1 & -2

08 Zoning SSI :

- SSI01 Plan zoning Bâtiment A niveau 00 état existant
- SSI02 Plan zoning Bâtiment A niveau 01 état existant
- SSI03 Plan zoning Bâtiment A niveau 00 projeté
- SSI04 Plan zoning Bâtiment A niveau 01 projeté

09 DOE plans CV-Plomberie :

- PLB-CVC-DOE01 Bâtiment A Niveau 0
- PLB-CVC-DOE02 Bâtiment A Niveau 1
- PLB-CVC-DOE03 Bâtiment A COMBLE
- PLB-CVC-DOE04 Bâtiment A Niveau 0 Espace Ferrant
- PLB-CVC-DOE05 Bâtiment B Niveau -2

- PLB-CVC-DOE06 Bâtiment B Niveau -1
 - PLB-CVC-DOE07 Bâtiment B Niveau 0
 - PLB-CVC-DOE08 Bâtiment B Niveau 1
- 7- Le planning prévisionnel
- 8- Le mémoire technique du titulaire pour chaque lot
- 9- Les rapports et diagnostics sur existants
- C-DIA92-2019-30-56450 - Espace Ferrand Rapport Amiante
 - C-DIA92-2019-30-56450 - indice 1 – Unité A Rapport Amiante
 - C-DIA92-2019-30-56450 - indice 1 - Unité A Rapport PLOMB
 - C-DIA92-2019-30-56450 - indice 1 - Unité B Rapport Amiante
 - C-DIA92-2019-30-56450 - indice 1 - Unité B Rapport PLOMB

4.2. Obtention du dossier de consultation

Le dossier de consultation peut être obtenu gratuitement et **exclusivement** sur la plateforme PLACE: <https://www.marches-publics.gouv.fr>

4.3. Modification du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4.4. Questions et renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les soumissionnaires devront faire parvenir au plus tard **10** jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite par voie dématérialisée sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Une réponse sera alors adressée, sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>, à tous les soumissionnaires ayant retiré le dossier, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

ARTICLE 5. DATE ET HEURE DE RECEPTION DES PLIS

La date et l'heure limites de réception des plis sont indiquées en page de garde du présent règlement. Toute offre parvenue après cette limite sera déclarée hors délai.

RC	Procédure n°2026-CHLS-STRAV-023	Page 8/15
----	---------------------------------	-----------

ARTICLE 6. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 7. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

7.1. Langue et unité monétaire

Les candidatures et les offres devront être rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en français. Les offres financières sont exprimées en euro (€).

7.2. Dispositions relatives à la co-traitance

Le pouvoir adjudicateur impose la forme de groupement au titulaire du marché. Le groupement devra être un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Les candidats peuvent présenter une offre en agissant à la fois en qualité de soumissionnaire individuel et de membres d'un ou plusieurs groupements.

Chaque membre doit fournir les documents administratifs exigés à l'article 9.1 du présent règlement de la consultation. A défaut, la candidature de l'ensemble du groupement pourra être rejetée.

Le marché sera signé avec le mandataire du groupement, habilité à représenter l'ensemble des cotraitants.

ARTICLE 9 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

9.1. Documents relatifs à la candidature

Les candidats doivent remettre un dossier de candidature comportant les pièces suivantes :

Document exigé	Nommage pour le dépôt
Pouvoir de la personne habilitée à engager chaque soumissionnaire, cotraitant ou sous-traitant	DC_POUVOIR_FFFF
Lettre de candidature (DC1)	DC_DC1_FFFF
Déclaration du candidat ou tout document équivalent (DC2)	DC_DC2_FFFF
Copie du jugement de redressement judiciaire (le cas échéant)	DC_REDRESSEMENT_FFFF
Les attestations fiscales délivrées par les administrations et organismes compétents.	DC_ATTESTATIONS FISCALES_FFFF
Les attestations sociales prouvant que le candidat est à jour de ses impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales, délivrées par les administration et organismes compétents.	DC_ATTESTATIONS SOCIALES_FFFF

Fiche de renseignements (annexe 1 du RC)	DC_FICHE RENSEIGNEMENT_FFFF DE
Attestation de visite obligatoire	DC_VISITE_FFFF
Déclaration du chiffre d'affaires global portant sur les trois derniers exercices disponibles	DC_CA_FFFF
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du soumissionnaire et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années	DC_EFFECTIFS_FFFF
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	DC_ASSURANCE_FFFF

Conformément à l'article R.2144-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra demander à tous les candidats dont la candidature est incomplète de compléter leur dossier dans un délai commun à tous. **Si à l'expiration de ce délai, le candidat n'a pas produit les documents ou renseignements demandés, sa candidature sera rejetée.**

Le pouvoir adjudicateur pourra également demander la régularisation de sa candidature au(x) seul(s) candidat(s) retenu(s) avant la notification du marché.

9.2. Documents relatifs à l'offre

Les candidats doivent remettre un dossier d'offre comportant les pièces suivantes :

Document exigé	Nommage pour le dépôt
Acte d'engagement daté et signé électroniquement	DO_AE_FFFF
Décompte du Prix Global et forfaitaire complété (<i>selon le modèle joint, prix « ensemble » non admis sauf demandé dans la DPGF</i>)	DO_BPU_FFFF ou DO_BPU LOT X_FFFF
Mémoire technique selon la trame jointe indiquant : <ul style="list-style-type: none"> - Description des moyens humains et techniques mis en œuvre - Organisation pour intervenir en milieu hospitalier et en site occupé dont la gestion de l'approvisionnement - Mesures prises pour assurer la gestion des déchets, la propreté du chantier et la protection de l'environnement 	DO_MEMOIRE_TECHNIQUE_FFFF
Relevé d'Identité Bancaire ou Relevé d'Identité Caisse Epargne	DO_RIB_FFFF
Le cas échéant, l'annexe à l'acte d'engagement relative à la présentation d'un sous-traitant (modèle DC4)	DO_DC4_FFFF

9.3. Visite

Une visite sur site est obligatoire.

RC	Procédure n°2026-CHLS-STRAV-023	Page 10/15
----	---------------------------------	------------

Les conditions de visites sont les suivantes :

- Le mercredi 25 février 2026 à 14h00
- S'inscrire par mail auprès de Mme GOUPIL e.goupil@chu-tours.fr ou Mme MADRID v.madrid-raulot@chu-tours.fr
- Lieu de la visite : CHLS à la Membrolle-sur-Choisille dans le Hall d'Entrée

9.4. Présentation des variantes

Les variantes sont interdites.

9.5 Prestations Supplémentaires Éventuelles

Sans objet

ARTICLE 10 – CONDITIONS DE REMISE DES PLIS

10.1. Transmission électronique

Les soumissionnaires remettront leur candidature et leur offre par voie dématérialisée **exclusivement** sur la plateforme d'acheteur: <https://www.marches-publics.gouv.fr> avant la date et l'heure limites de réception des offres.

Afin d'empêcher la diffusion des virus informatique, les fichiers comportant notamment les extensions suivantes ne doivent pas être utilisés par le soumissionnaire : exe, com, bat, pif, vbs, scr, msi, eml. Par ailleurs les fichiers dont le format est autorisé ne doivent pas contenir de macros.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres. Les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles. Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Aucune autre forme de transmission par voie électronique ne sera acceptée.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule la dernière offre reçue dans le délai fixé pour la remise des offres est ouverte.

10.2. Copie de sauvegarde

Le soumissionnaire peut remettre, en plus de son pli électronique, une copie de sauvegarde. La copie de sauvegarde doit être adressée avant la date et l'heure limites de réception des offres.

Par voie postale ou, par porteur, contre récépissé, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00, à l'adresse suivante :

C.H.R.U. de Tours
Hôpital Trousseau- Logipôle
Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements, et de la Transition Écologique
Avenue de la République
37044 Chambray-Lès-Tours

RC	Procédure n°2026-CHLS-STRAV-023	Page 11/15
----	---------------------------------	------------

Elle peut être transmise sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

IV- EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

ARTICLE 11. SELECTION DES CANDIDATURES

Les candidatures recevables sont examinées au regard de la situation juridique et des capacités professionnelles, techniques et financières des candidats à partir des documents demandés à l'article 9.

ARTICLE 12. EXAMEN DES OFFRES

12.1 Critères d'analyse

L'examen des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique à partir des critères suivants :

Critère 1 - Prix	60 points
<i>Le critère prix est analysé en tenant compte du montant indiqué à la DPGF Les montants sont notés sur 60 en tenant compte des écarts de prix relatifs. Ainsi, le montant le moins élevé obtient la note maximale de 60 sur 60</i>	
Critère 2 - Valeur technique	40 points
Sous-critère 2.1 : Organisation pour intervenir en milieu hospitalier et en site occupé dont la gestion de l'approvisionnement	15 points
Sous-critère 2.2 : Mesures prises pour assurer la gestion des déchets, la propreté du chantier et la protection de l'environnement	15 points
Sous-critère 2.3 : Pertinence des moyens humains et techniques mis en œuvre	10 points

12.2 Classement des offres

Les offres inappropriées et inacceptables sont éliminées.

Les offres sont notées et classées par ordre décroissant. L'offre la mieux notée est retenue. En cas d'égalité de note finale, l'offre ayant obtenu la meilleure note au critère 1 est classée en première position.

RC	Procédure n°2026-CHLS-STRAV-023	Page 12/15
----	---------------------------------	------------

12.3 Négociation des offres

Le CHRU de Tours se réserve la possibilité de négocier avec l'ensemble des soumissionnaires ayant répondu à la présente consultation.

Pendant la négociation, l'acheteur pourra demander à l'ensemble des candidats concernés la régularisation de leur offre sous réserve que celle-ci ne soit pas anormalement basse. Si les offres ne sont pas régularisables ou que le candidat n'a pas apporté de rectification dans les délais, elles sont éliminées.

V- ATTRIBUTION DES MARCHES ET NOTIFICATION

ARTICLE 13 - ATTRIBUTION

13.1. Attribution

Le pouvoir adjudicateur du CHRU de Tours choisit l'offre qu'il juge économiquement la plus avantageuse en application du ou des critères d'attribution. Ainsi, l'offre la mieux classée sera retenue **à titre provisoire**. L'attributaire provisoire fournit impérativement, (dans le cas où il ne l'aurait pas déjà fait au moment de la candidature), dans un délai mentionné dans le courrier qui lui est adressé et qui ne pourra être supérieur à 10 jours, les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique.

Lorsque l'attributaire retenu provisoirement ne produit pas les attestations et certificats mentionnés à l'alinéa précédent, le pouvoir adjudicateur ou son représentant attribue les marchés dans l'ordre du classement mentionné dans le rapport de choix.

Les soumissionnaires non retenus en sont informés par courrier via la plateforme PLACE.

Après signature des marchés, en cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du Travail, le pouvoir adjudicateur fait application, aux torts du titulaire, des conditions de résiliation prévues par le marché.

13.2. Notification

Les attributaires recevront une copie du marché signé par un représentant habilité via la plateforme PLACE. L'accusé de réception du message vaut notification officielle du marché.

ARTICLE 14. CERTIFICAT DE SIGNATURE ELECTRONIQUE

Il permet l'authentification de la signature du représentant de l'entreprise, signataire de l'offre.

Tous les documents transmis par voie électronique ou envoyés sur support physique électronique, dont la signature en original est exigée, sont signés individuellement par l'opérateur économique au moyen d'un certificat de signature électronique. Il garantit l'identification du soumissionnaire.

RC	Procédure n°2026-CHLS-STRAV-023	Page 13/15
----	---------------------------------	------------

Seuls les certificats de signature électronique conformes au RGS (référentiel général de sécurité) sont autorisés. Le niveau minimum de sécurité exigé est ** ; les formats de signature acceptés sont : PAdES, CAdES, XAdES.

Contrôle de la signature électronique individuelle des fichiers :

Les documents dont la signature originale est exigée doivent être signés avec la fonctionnalité de « signature individuelle de documents ».

Pour ce faire, les soumissionnaires peuvent au choix :

- Utiliser le dispositif de signature proposé par le profil d'acheteur (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).
Dans ce cas, les soumissionnaires sont dispensés de fournir la procédure de vérification de la signature.
- Utiliser un autre outil de signature électronique que celui proposé par le profil d'acheteur.

Dans ce cas, ils sont tenus de communiquer le « mode d'emploi » permettant de procéder aux vérifications nécessaires de la signature électronique.

Ce mode d'emploi contient, au moins, les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la validité de la signature ;
- L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

REMARQUES PRATIQUES :

Le CHRU de Tours souhaite attirer l'attention des soumissionnaires sur le fait que s'il y a modification du document après signature, le « couple » document signé et document de signature ne sont plus cohérents. L'opération de signature du document modifié est à renouveler.

L'action de signature crée automatiquement, dans le même répertoire, un nouveau document dont le nom est celui du document suffixé avec '.sig '. Par exemple le fichier dc1.doc devient dc1.doc.sig.

ATTENTION : Si le soumissionnaire utilise un fichier compressé (au format ZIP par exemple), lors de la signature électronique des documents depuis le site Internet, les documents contenus dans le fichier compressé ne seront pas signés individuellement électroniquement. Il est donc fortement déconseillé aux soumissionnaires de déposer des fichiers compressés dans leurs réponses.

ARTICLE 15 RE-MATERIALISATION DES DOCUMENTS ELECTRONIQUES

Les marchés seront re-matérialisés si nécessaire sous format papier avec constatation de la conformité des informations par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

RC	Procédure n°2026-CHLS-STRAV-023	Page 14/15
----	---------------------------------	------------

ARTICLE 16. PROCEDURES DE RECOURS

Le tribunal territorialement compétent est le **Tribunal Administratif d'Orléans**, situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS CEDEX 1 (Tél : 02 38 77 59 00 ; Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr).

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont le référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative, jusqu'à la signature du contrat et le référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du Code de justice administrative, pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R.551-7 du code.

Le recours de pleine juridiction est ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé et peut être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.